

Distr.
LIMITED
E/ESCWA/SDD/2004/Booklet.1
12 January 2004
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

**COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE
OCCIDENTALE**

**QUELLE PLACE OCCUPE LA FEMME ARABE
AU SEIN DU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT?**

**ANALYSE STATISTIQUE SUR LA BASE
DU GENRE SOCIAL**



Nations Unies
New York, 2004

04-0523

Remerciements

Cette publication a été préparée sous la supervision générale de M. Ahmed Hussein, Chef de l'Equipe des Statistiques et Indicateurs Sociaux. Il a été assisté par (selon l'ordre alphabétique): Tania Faour, Talal Hourani, Nadine Shaar, Zeina Sinno et Gheda Temsah.

Préambule

L'importance de la parité des genres au niveau du développement humain et la nécessité de suivre le progrès jusqu'à sa réalisation sont soulignées par nombre de conférences, conventions et déclarations internationales, ainsi que par la mise en place de commissions spéciales et d'organismes au sein du système international. La Conférence Internationale sur la Population et le Développement (Le Caire, 5-13 septembre 1994), la Quatrième Conférence Mondiale sur la Femme (Beijing, 4-15 septembre 1995) et le Sommet Mondial pour le Développement Social (Copenhague, 6-12 mars 1995) ont souligné l'importance de la parité des genres. L'adoption de la Convention sur les Droits Politiques de la Femme (1952) et la Convention pour l'Élimination de toute Forme de Discrimination contre la Femme (1979) engagent les pays signataires à défendre et à promouvoir les droits et les libertés de la femme. Dernièrement, en 2000, 189 pays ont adopté les Objectifs de Développement du Millénaire, s'engageant à se concentrer sur l'amélioration de la condition des femmes et des hommes sans distinction.

Les femmes arabes ont réalisé de nombreux acquis au cours de la dernière décennie, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Toutefois, leur pouvoir d'action économique et politique demeure inférieur à celui des femmes dans d'autres régions du monde. La faible présence et représentation de la femme arabe dans la force de travail et la structure politique sont regrettables, étant donné que le talent et le savoir qu'elles ont acquis, par le biais des réalisations éducationnelles avancées, ne sont pas mis à profit.

Parvenir à la parité des genres représente un élément capital dans le processus de développement, du moment qu'il implique la satisfaction des besoins des femmes et des hommes, sans distinction aucune. Par conséquent, il suppose la garantie des droits de tous les citoyens. Dans ce sens, les hommes et les femmes sont partenaires, ils constituent leurs propres agents de changement.

La Commission Economique et Sociale de l'Asie Occidentale (CESAO) s'est dédiée à assister les pays de la région dans l'instauration de la parité des genres et le renforcement du pouvoir d'action des femmes. Ce livret est destiné à mettre en valeur les événements marquants dans la quête de la parité des genres, plus précisément les défis soulevés dans la région et les stratégies pour les aborder.

Je voudrais remercier l'équipe des Statistiques et Indicateurs Sociaux de la CESAO pour avoir préparé ce livret de manière profitable, espérant que toutes les personnes concernées par la parité des genres pourront en bénéficier.

Mervat Tallawy
Secrétaire Exécutive

TABLE DES MATIERES

	<i>Page</i>
Préambule	iii
Introduction	1
1. Les femmes et la population.....	2
2. Les femmes et la santé.....	3
3. Les femmes et l'éducation.....	5
4. Les femmes et l'activité économique	14
5. Les femmes et la participation politique	21
6. Conclusions	22
7. Stratégies futures pour promouvoir la parité des genres	23

LISTE DES TABLEAUX

1.1	Pyramide de la population dans la région arabe en 2003	2
2.1	Ratios de mortalité maternelle dans des pays arabes choisis au cours d'années sélectionnées entre 1990 et 2000.....	4
2.2	Pourcentage de naissances effectuées en présence d'un personnel médical qualifié dans des pays arabes choisis au cours d'années sélectionnées entre 1990-2001	5
3.1	Taux d'adultes, hommes et femmes, sachant lire et écrire dans des pays arabes choisis en 2003	6
3.2	Index de la parité des genres des taux d'adultes sachant lire et écrire dans des pays arabes choisis en 2003	7
3.3	Taux de jeunes sachant lire et écrire dans des pays arabes choisis en 2000	8
3.4	Index de la parité des genres des taux de jeunes sachant lire et écrire dans des pays arabes choisis en 2000	8
3.5	Ratios nets de scolarisation dans l'éducation primaire dans des pays arabes choisis en 2000-2001.....	9
3.6	Index de la parité des genres pour les ratios nets de scolarisation dans l'éducation primaire dans des pays arabes choisis en 2000/01	10
3.7	Ratios nets de scolarisation dans l'éducation secondaire dans des pays arabes choisis en 2000/01	11
3.8	Index de la parité des genres pour les ratios nets de scolarisation dans l'éducation secondaire dans des pays arabes choisis en 2000/01	12

TABLE DES MATIERES (suite)

	<i>Page</i>
3.9 Ratios bruts de scolarisation dans l'éducation tertiaire dans des pays arabes choisis en 2000/01	12
3.10 Index de la parité des genres pour les ratios bruts de scolarisation dans l'éducation tertiaire dans des pays arabes choisis en 2000/01	13
3.11 Nombre d'étudiantes universitaires par domaine d'étude dans des pays arabes choisis en 2000/01	14
4.1 Proportion de femmes et d'hommes dans la force de travail dans des pays arabes choisis en 2000	15
4.2 Taux de l'activité économique des femmes et des hommes dans des pays arabes choisis en 2000	15
4.3 Proportion de femmes dans l'emploi salarié non agricole dans des pays arabes choisis en 2001	16
4.4 Distribution des travailleuses et travailleurs par secteur économique dans des pays arabes choisis en 1990-2001	17
4.5 Taux de chômage des adultes et des jeunes dans des pays arabes choisis en 2001	19
5.1 Distribution des femmes et des hommes au sein des parlements nationaux dans des pays arabes choisis en 2003	21

Introduction

Des indicateurs variés ont été mis en place afin d'évaluer le progrès réalisé pour parvenir à l'instauration de la parité des genres. Ces indicateurs présentent une base factuelle susceptible de contribuer à la formulation des politiques et programmes. Ils peuvent servir d'instrument de valeur pour sensibiliser sur les questions du genre et mesurer les résultats. Ce livret couvre la région arabe et met l'accent sur la condition actuelle des femmes arabes par rapport à celle des hommes dans les domaines suivants: santé, éducation, emploi et participation politique.¹ D'autres domaines d'intérêt, dont l'accès de la femme au crédit et à la technologie de l'information, ont été exclus en raison de l'insuffisance de données. Cette publication met la lumière sur les réalisations, expose les obstacles actuels et propose des stratégies futures pour promouvoir la parité effective des genres et renforcer le pouvoir d'action des femmes. Dans la mesure du possible, des comparaisons avec d'autres régions sont fournies.

Les statistiques présentées dans cette publication couvrent les dernières années apportant des données fiables, issues de différentes sources. En particulier, les données relatives aux pays membres de la CESA0 sont puisées dans les sets de données des Statistiques Sociales du Secrétariat pour l'année 2003, qui se fondent en grande partie sur les rapports nationaux, les recensements et les sondages; les données relatives aux pays non membres de la CESA0 proviennent d'autres agences affiliées au système des Nations Unies.²

Ce livret est l'une des nombreuses publications relatives au genre social, préparées par l'Equipe des Statistiques et Indicateurs Sociaux de la CESA0, sous l'ombrelle de son projet régional en cours, intitulé *Développement de Programmes Nationaux de Statistiques sur le Genre dans les Pays arabes*. Le projet a été lancé depuis 1997 dans 12 pays arabes. Il vise à produire et diffuser les données sur les hommes et les femmes afin qu'elles servent de base dans la mise en place de politiques plus efficaces promouvant la parité des genres et le renforcement du pouvoir d'action des femmes.³

¹ La région arabe comprend 22 pays et territoires, nommément: Algérie, Bahreïn, Djibouti, Comores, Egypte, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Jamahiriya Arabe Libyenne, Mauritanie, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Somalie, Soudan, République Arabe Syrienne, Emirats Arabes Unis et Yémen.

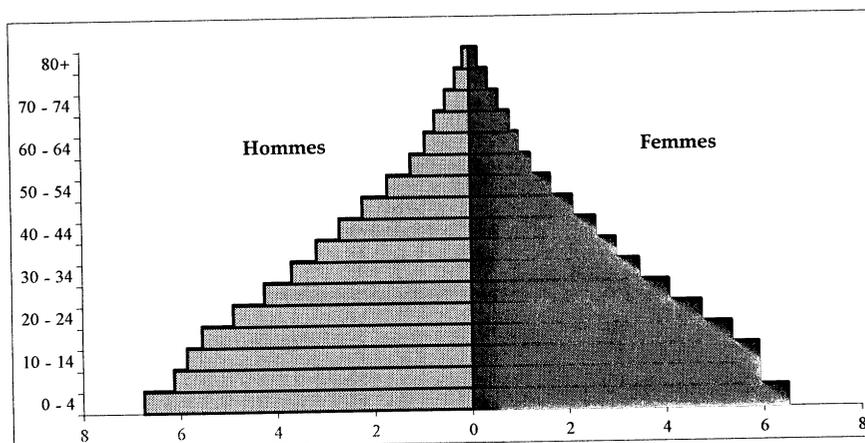
² Ces agences comprennent le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour les données relatives au développement humain; L'Institut des Statistiques de l'UNESCO pour les données relatives à l'éducation; L'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour les données économiques et l'Union Inter Parlementaire (UIP) pour les statistiques relatives à la participation politique.

³ Des informations supplémentaires sur les Programmes des Statistiques du Genre (PSG) sont disponibles sur le site: www.escwa.org.lb/gsp.

1. Les femmes et la population

En 2003, l'ensemble de la population de la région arabe comptait environ 307 millions d'habitants, dont presque 50 pour cent de femmes.⁴ La proportion de la population en âge de travailler, entre 14 et 64 ans, a représenté 59 pour cent de l'ensemble de la population, par rapport à 37 pour cent dans la tranche de 14 ans et moins; 21 pour cent se trouve dans la tranche 15 à 24 ans et presque 6 pour cent dans la tranche des 60 ans et plus (cf. tableau 1.1).

Tableau 1.1. Pyramide de la population de la région arabe en 2003



Source: Set de Données des Statistiques Sociales de la CESAO, 2003.

La région arabe passe actuellement par une phase de transition démographique caractérisée par une baisse des taux élevés de mortalité et de fertilité et qualifiée de "bonus démographique": la population en âge de travailler augmente par rapport à la population dépendante (les personnes de 14 ans et moins et de 65 ans et plus). Ce phénomène diminue le ratio de dépendance, créant une opportunité unique de croissance économique. Cependant, les pays ne sauraient profiter de cette opportunité en l'absence de la création de nouvelles opportunités d'emploi afin de réduire le chômage et de satisfaire les chercheurs du premier emploi.⁵

⁴ Toutefois, dans les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), notamment Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite et Emirats Arabes Unis, les hommes ont compté un peu plus de la moitié de la population, ce qui peut être attribué au nombre relativement plus élevé de travailleurs émigrés dans ces pays.

⁵ Yousef, T.M., "Aspects macroéconomiques de la nouvelle démographie au Moyen-Orient et au nord de l'Afrique", qui a été présenté lors de la Conférence Annuelle de la Banque Mondiale sur l'Economie de Développement, Paris (26-28 juin 2001). Cette étude est disponible sur: www.worldbank.org/research/abcde/eu_2000/pdf/files/yousef.pdf.

Espérance de vie

Les femmes représentent la majorité de la population âgée de 65 ans et plus. Ceci peut être attribué à une plus grande espérance de vie à la naissance chez les femmes, 68.5 ans, en comparaison avec les hommes, 65.1 ans en moyenne pour la période 2000-2005. Aussi, dans le contexte de l'espérance de vie, des disparités intra régionales marquantes ont-elles été observées: Les hommes et les femmes des pays de la CESAO ont des espérances de vie supérieures à celles de leurs homologues des pays non membres de la CESAO, et ce, d'environ dix ans.⁶

Croissance de la population et taux de fertilité totale

Au niveau régional, on estime que la population croît actuellement à un taux de 2.4 pour cent par an. Elle devrait doubler en 29 ans.⁷ Ce taux devrait baisser à 2.1 pour cent au cours de la période 2000-2015. Toutefois il demeure considérablement plus élevé que les prévisions correspondantes pour d'autres régions en voie de développement, en particulier l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Amérique Latine et les Caraïbes et l'Asie du Sud avec des prévisions de taux de croissance de la population de 0.8, 1.3 et 1.6, respectivement.⁸

Ce taux de croissance de la population est largement attribué aux taux élevés de fertilité totale qui prévaut dans certains pays arabes, en particulier au Yémen. Bien que la moyenne de la fertilité soit en baisse dans la région – estimée à 3.81 naissances par femme au cours de la période 2000-2005, suite à une moyenne de 4.13 naissances par femme au cours de la période 1995-2000⁹ – elle demeure largement au-dessus de la moyenne des pays en voie de développement: 2.9 naissances par femme.¹⁰

2. Les femmes et la santé

Entre 1990 et 2000, les ratios de mortalité maternelle (RMM) ont considérablement diminué dans la plupart des pays (cf. Tableau 2.1). Des baisses notables en RMM ont été enregistrées dans les pays suivants: Liban (104 en 2000), avec une baisse jusqu'au tiers des cas en 1990; Algérie (120 en 2000), environ la moitié des cas en 1990; Egypte (44 en 2000), avec une baisse jusqu'au cinquième des cas en 1990 et Oman qui a enregistré le déclin le plus important, passant de 190 à 14

⁶ Ces pays non membres de la CESAO comprennent l'Algérie, les Comores, Djibouti, la Jamahiriya Arabe Libyenne, la Mauritanie, le Maroc, la Somalie, le Soudan et la Tunisie.

⁷ Mathématiquement, une population qui croît de x pour cent par année double en volume chaque n années, selon la formule $(1+x)^n = 2$.

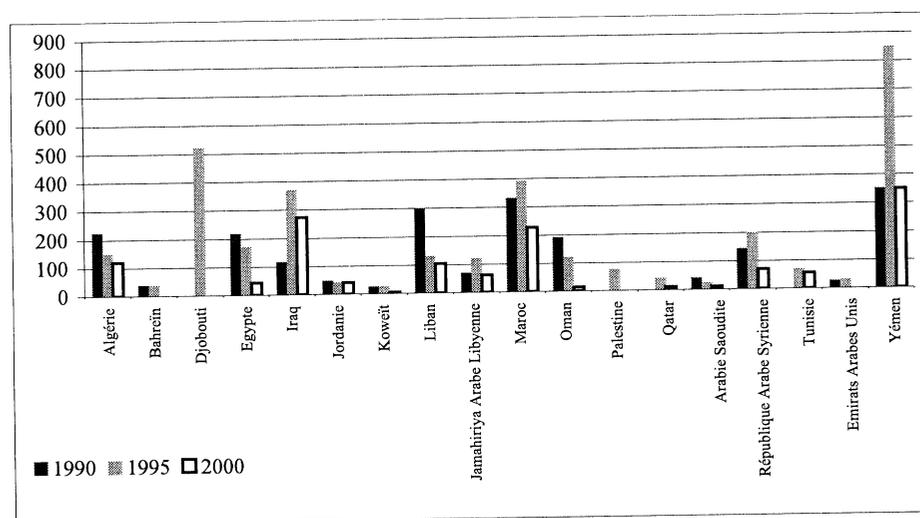
⁸ PNUD, *Rapport sur le Développement Humain 2003* (Oxford University Press, 2003), p. 253.

⁹ Set de Données des Statistiques Sociales de la CESAO, 2003.

¹⁰ PNUD, *Rapport sur le Développement Humain 2003* (Oxford University Press, 2003), p. 253.

décès sur 100,000, ce qui représente une baisse d'environ 13.6. Par contraste, le ratio a augmenté en Iraq passant de 117 à 274 entre 1990 et 2000. Au cours de cette période, le RMM est resté relativement élevé au Yémen, augmentant de 351 en 1990 à 850 en 1995, pour tomber par la suite à 350 en 2000. Le RMM le plus élevé a été observé au Soudan en 1995, où les décès de maternité ont atteint le chiffre étonnant de 1,500 pour chaque 100,000 naissances.

Tableau 2.1. Ratios de mortalité maternelle dans des pays arabes choisis au cours d'années sélectionnées entre 1990 et 2000
(sur 100 000 naissances)



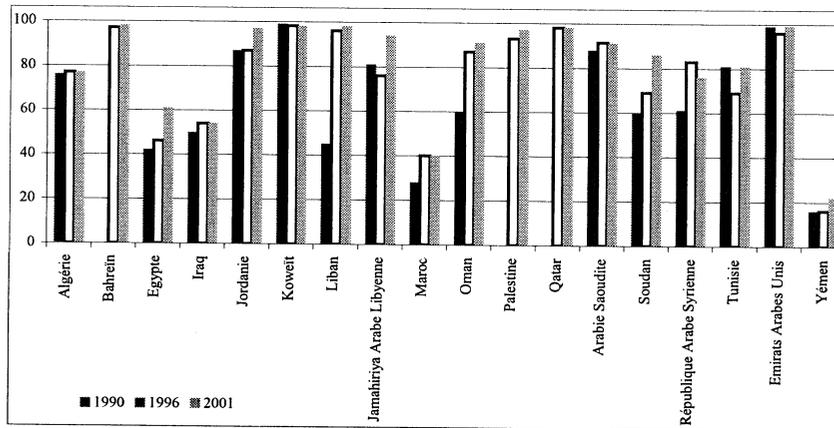
Source: Set de Données des Statistiques Sociales de la CESAO, 2003.

Les naissances supervisées par un personnel qualifié en matière de santé

Entre 1990 et 2001, la tendance du pourcentage de naissances supervisées par un personnel qualifié en matière de santé était à la hausse (cf. tableau 2.2). Les augmentations les plus marquantes ont été observées dans trois pays, notamment le Liban où le pourcentage a plus que doublé pour atteindre 98; Oman où le personnel qualifié a assisté à plus de 91 pour cent des naissances en 2001, par rapport à 60 pour cent en 1990; et le Soudan où la proportion correspondante est passée de 60 à 86 pour cent. Le pourcentage le plus élevé de naissances supervisées par un personnel qualifié en 2001 a été observé à Bahreïn, Jordanie, Koweït, Liban, Qatar, Emirats Arabes Unis; Ils ont tous varié dans la fourchette de 97-99 pour cent. Ces chiffres s'avèrent satisfaisants en comparaison avec le taux moyen de 99 pour cent des pays de l'OCDE, dont le revenu est élevé. Toutefois, la situation a été moins encourageante dans d'autres pays, en particulier le Yémen et le Maroc, où le personnel qualifié a

supervisé respectivement les pourcentages modestes de 22 pour cent et 40 pour cent des naissances. De même, les données provenant d'Iraq pour l'année 2000 montrent qu'un personnel qualifié a supervisé à peine la moitié des naissances.

Tableau 2.2. Pourcentage de naissances effectuées en présence d'un personnel médical qualifié dans des pays arabes choisis au cours d'années sélectionnées entre 1990-2001^{a/}



Source: Set de Données des Statistiques Sociales de la CESAO, 2003.

a/ Les données relatives au pourcentage de naissances supervisées par un personnel qualifié à Bahreïn, en Palestine et au Qatar en 1990 n'étaient pas disponibles. Toutefois, lorsque les données correspondantes, provenant d'une année précédente ou suivante, étaient disponibles, elles ont été utilisées à la place. Dans ce contexte, les données relatives aux années 1990, 1996 et 2000 ont été utilisées dans le cas de l'Iraq; celles des années 1996 et 2000 pour la Palestine et 1990, 1995 et 2001 pour la République Arabe Syrienne.

3. Les femmes et l'éducation

Les adultes sachant lire et écrire

Entre les années 1990 et 2000, le taux d'adultes sachant lire et écrire dans la région arabe est passé de 50 à 60 pour cent. Il est prévu qu'il dépassera 70 pour cent vers 2015.¹¹ Au cours de cette période, le taux de femmes arabes adultes sachant lire et écrire a augmenté, passant de 35 pour cent à 47.5 pour cent.

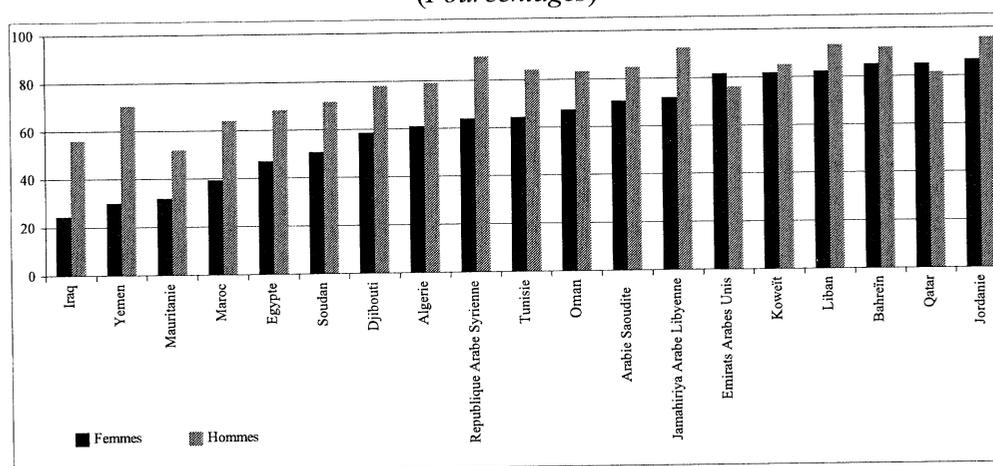
Ecart des genres au niveau des adultes sachant lire et écrire

En 2003, le taux de femmes arabes adultes sachant lire et écrire s'est avéré largement inférieur à celui des hommes; avec des taux respectifs de 51 et 73 pour cent.

¹¹ Cette moyenne régionale des taux d'adultes sachant lire et écrire n'inclut pas la Palestine.

Cette moyenne régionale dissimule des écarts plus importants entre les genres au niveau du taux d'adultes sachant lire et écrire. Ces écarts ont été enregistrés dans nombre de pays, en particulier au Yémen, où seulement 30.1 pour cent des femmes savent lire et écrire, par rapport à 70.5 pour cent des hommes; et en Iraq, où les taux ont enregistré 24.4 pour cent pour les femmes et 55.9 pour cent pour les hommes. Les femmes tendent à être plus éduquées que les hommes au Qatar où les moyennes correspondantes sont de 85 pour cent pour les femmes et 81.4 pour cent pour les hommes. De même, dans les Emirats Arabes Unis, la moyenne est de 81.5 pour cent des femmes par rapport à 76 pour cent des hommes. Le taux le plus élevé de femmes arabes qui savent lire et écrire a été observé en Jordanie avec 86.6 pour cent des femmes et 95.8 pour cent des hommes (cf. tableau 3.1).

Tableau 3.1. Taux d'adultes, hommes et femmes, sachant lire et écrire dans des pays arabes choisis en 2003
(Pourcentages)



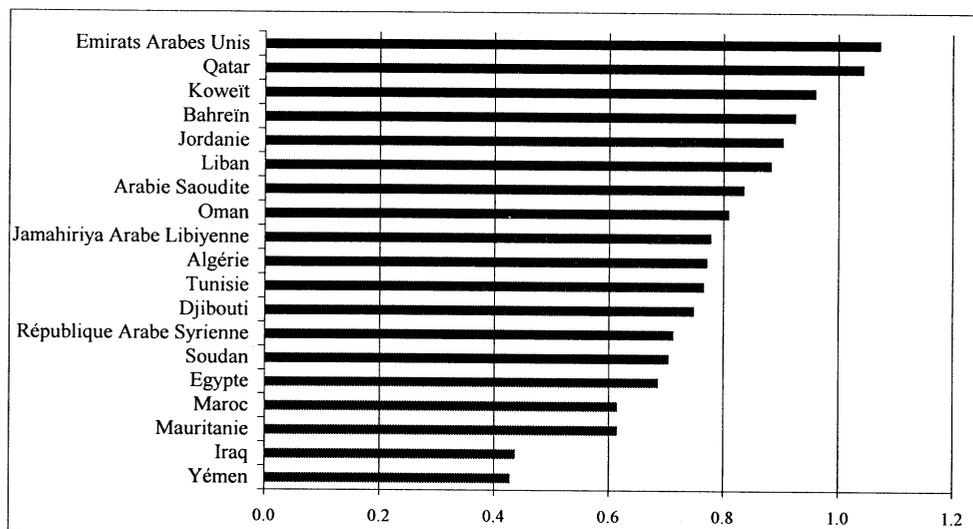
Source: Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

Dans la plupart des pays arabes, l'index de la parité des genres (IPG) des adultes qui savent lire et écrire a fluctué entre 0.70 et 0.80 (cf. tableau 3.2).¹² L'IPG du taux d'adultes qui savent lire et écrire a été supérieur à 1 au Qatar et aux Emirats Arabes Unis, indiquant que les femmes de ces pays étaient éventuellement plus éduquées que les hommes adultes. En outre, Bahreïn, la Jordanie et le Koweït étaient les plus proches à parvenir à une égalité des genres au niveau du pourcentage

¹² Quand le IPG des personnes qui savent lire et écrire montre une valeur égale à 1, les taux des femmes et des hommes qui savent lire et écrire sont égaux. Une valeur inférieure à 1 indique que le nombre des femmes qui savent lire et écrire est relativement moindre que celui des hommes. Au contraire, une valeur supérieure à 1 montre que le nombre des hommes est relativement moindre que celui des femmes.

d'adultes qui savent lire et écrire avec un IPG variant entre 0.90 et 0.96. Toutefois, les écarts les plus larges ont été observés en Iraq et au Yémen où l'IPG a été inférieur à 0.44 dans les deux pays.

Tableau 3.2. Index de la parité des genres des taux d'adultes sachant lire et écrire dans des pays arabes choisis en 2003



Source: Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

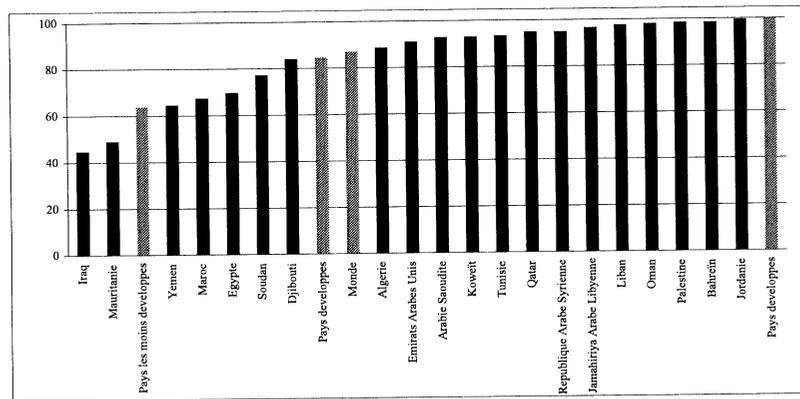
La jeunesse sachant lire et écrire

Les taux de jeunes arabes, âgés entre 15 et 24 ans, sachant lire et écrire, ont suivi la tendance à la hausse similaire à celle des adultes, passant au cours de la dernière décade de 65 pour cent en 1990 à 76 pour cent en 2000. En outre, il est prévu que le taux de jeunes sachant lire et écrire augmentera pour atteindre un pourcentage de 85 pour cent vers 2015.¹³ Entre 1990 et 2000 le taux de jeunes femmes arabes sachant lire et écrire est passé de 53 pour cent à 68 pour cent, tandis que le taux correspondant d'hommes arabes est passé de 76 pour cent à 83 pour cent.

Au niveau national, en 2000 les taux de jeunes sachant lire et écrire a varié entre 50 pour cent ou moins en Iraq et en Mauritanie et 95 pour cent ou plus à Bahreïn, Jordanie, Liban, Palestine et Oman. Ces taux sont comparables aux niveaux des pays développés (cf. tableau 3.3). En outre, les taux de jeunes sachant lire et écrire dans la majorité des pays arabes étaient supérieurs à la moyenne mondiale.

¹³ Cette moyenne régionale des taux de jeunes sachant lire et écrire n'inclut pas la Palestine.

Tableau 3.3. Taux de jeunes sachant lire et écrire dans des pays arabes choisis en 2000
(Pourcentages)

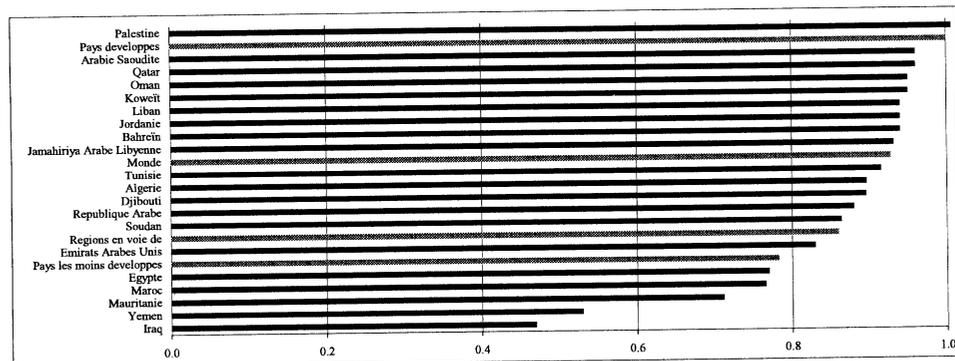


Source: Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

Ecart des genres au niveau de jeunes sachant lire et écrire

Dans la plupart des pays arabes, l'IPG des taux de jeunes sachant lire et écrire au cours de l'année 2000 ont fluctué entre 0.86 et 1.0 (cf. tableau 3.4). En Palestine, l'IPG du taux de jeunes sachant lire et écrire a enregistré 1.01, indiquant que le nombre de jeunes femmes sachant lire et écrire a été éventuellement supérieur à celui de leurs homologues masculins. Les plus larges écarts en faveur des jeunes hommes sachant lire et écrire ont été observés en Iraq et au Yémen avec des taux respectifs de 0.53 et 0.47. Par ailleurs, l'IPG des taux de jeunes sachant lire et écrire a été inférieur à la moyenne des pays les moins développés dans cinq pays arabes, nommément l'Egypte, l'Iraq, la Mauritanie le Maroc et le Yémen.

Tableau 3.4. Index de la parité des genres des taux de jeunes sachant lire et écrire dans des pays arabes choisis en 2000

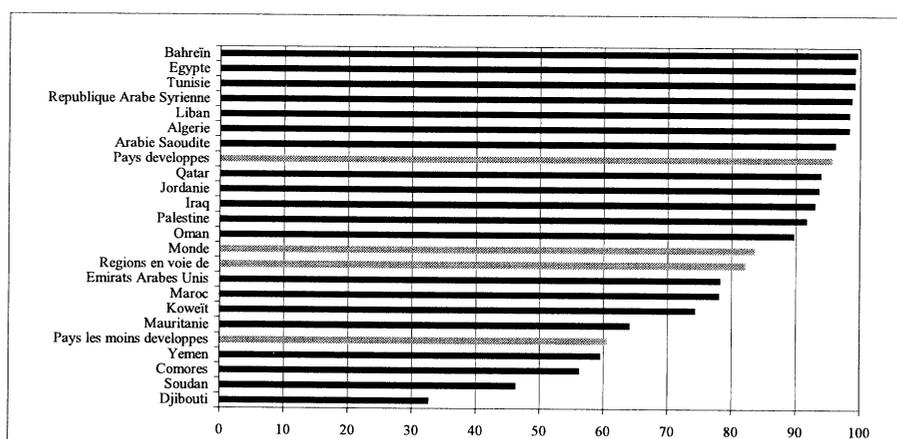


Source: Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

Education primaire

En dépit des augmentations significatives des ratios de scolarisation dans l'éducation primaire au cours de la dernière décennie, d'énormes disparités ont été observées entre les pays arabes. En 2000/01, les ratios nets de scolarisation dans l'éducation primaire fluctuant entre 96 et 99 pour cent ont été observés en Algérie, Bahreïn, Egypte, Liban, Arabie Saoudite, République Arabe Syrienne et Tunisie. Dans ces pays, les ratios nets de scolarisation dans l'éducation primaire ont dépassé la moyenne des pays développés (cf. tableau 3.5). Toutefois, les ratios correspondants aux Comores, Djibouti, Soudan et Yémen ont été au-dessous de la moyenne des pays les moins développés, variant entre 33 et 60 pour cent. Cumulativement, ces ratios bas ont diminué le ratio net régional de scolarisation dans l'éducation primaire qui a marqué 80.9 pour cent, impliquant que 7.4 millions d'enfants arabes étaient hors de l'école en 2000/01, ou un enfant sur cinq, dont 4.4 millions sont des filles.¹⁴

Tableau 3.5. Ratios nets de scolarisation dans l'éducation primaire dans des pays arabes choisis en 2000-2001^{a/}
(Pourcentages)



Source: Sets de Données des Statistiques Sociales de la CESAO et Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

^{a/} Les données sur l'Iraq, le Koweït, le Soudan et les Emirats Arabes Unis correspondent à l'année académique 1999/2000. Les données du Qatar correspondent à 1998/99.

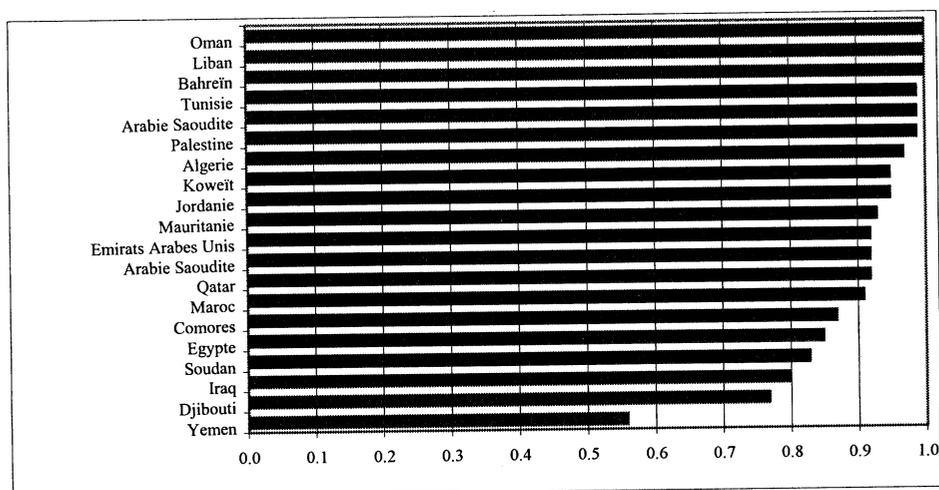
Écarts des genres dans l'éducation primaire

Outre l'écart intra régional des ratios nets de scolarisation dans l'éducation primaire, un écart entre les filles et les garçons, au niveau de l'accès à l'éducation

¹⁴ Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

primaire, est très marquant (cf. tableau 3.6). L'IPG des ratios de scolarisation dans l'éducation primaire en 2000/2001 a fluctué entre 0.95 et 0.99 en Algérie, Jordanie, Koweït, Palestine, Arabie Saoudite et Tunisie; indiquant un accès presque égal à l'éducation primaire pour les filles et les garçons. Par ailleurs, un accès égal a été réalisé à Bahreïn, au Liban et à Oman. Inversement, l'IPG a été estimé à un faible pourcentage de 0.77 et 0.56 à Djibouti et au Yémen, respectivement.

Tableau 3.6. Index de la parité des genres pour les ratios nets de scolarisation dans l'éducation primaire dans des pays arabes choisis en 2000/01^{a/}



Source: Sets de Données des Statistiques Sociales de la CESAO et Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

^{a/} Les données sur l'Iraq, la Jordanie et le Koweït correspondent à 1998/99. Les données pour l'Arabie Saoudite et le Soudan correspondent à 1999/2000.

L'éducation secondaire

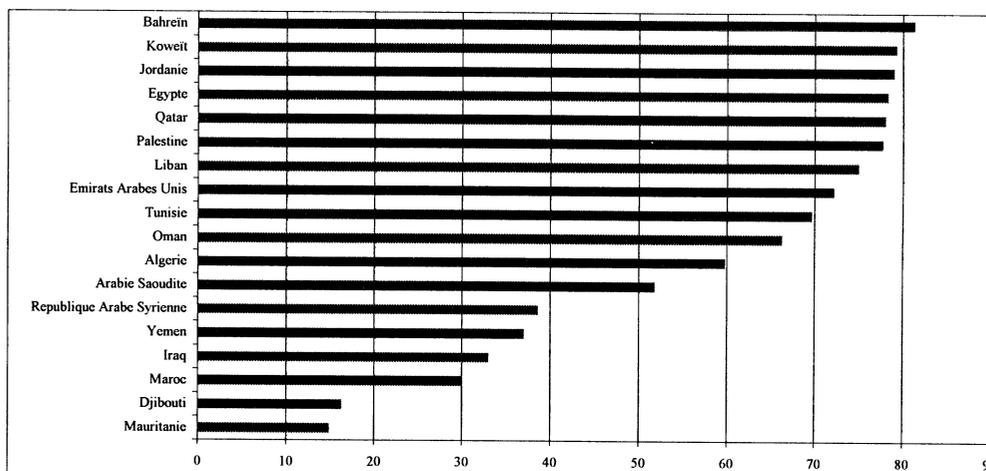
En 2000/01, les ratios nets de scolarisation dans l'éducation secondaire dans les pays arabes représentaient 54.1 pour cent.¹⁵ Les ratios nets de scolarisation dans l'éducation secondaire ont dépassé 77 pour cent en Egypte, au Koweït et en Palestine; avec les ratios les plus élevés observés à Bahreïn qui a marqué 81.3 pour cent. Par contraste, les ratios les plus bas ont été relevés à Djibouti et en Mauritanie avec les pourcentages respectifs de 16.3 et 14.9 (cf. tableau 3.7).

Les ratios nets les plus élevés de scolarisation des filles dans l'éducation secondaire en 2000/01 ont été observés à Bahreïn avec 86.5 pour cent, par rapport au

¹⁵ UNESCO base de données de l'Institut des Statistiques (ISU).

ratio correspondant des garçons: 76.4 pour cent; au Koweït avec 81.2 pour cent par rapport à 77.5 pour cent des garçons; et en Palestine avec 80.9 pour cent de ration net de scolarisation des filles par rapport à 74.7 pour cent des garçons. Les filles à Djibouti et en Mauritanie ont marqué les ratios nets de scolarisation les plus bas avec respectivement 12.7 et 13.1 pour cent par rapport aux ratios légèrement plus favorables des garçons avec respectivement 19.9 et 16.8 pour cent.¹⁶

Tableau 3.7. Ratios nets de scolarisation dans l'éducation secondaire dans des pays arabes choisis en 2000/01^{a/}



Source: Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

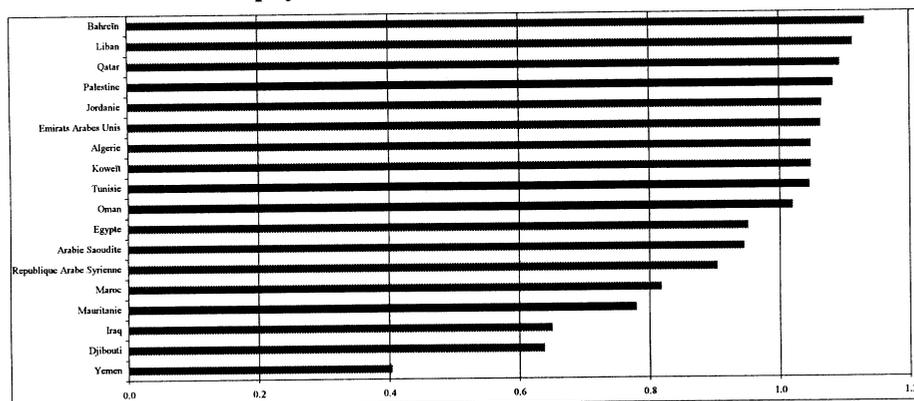
^{a/} Les données des pays correspondant aux années: l'Iraq, 1999/2000; la Jordanie, 1998/99; le Liban, 1998/99; le Maroc, 1999/2000; Qatar, 1998/99; et le Yémen, 1998/99.

L'écart des genres dans l'éducation secondaire

L'Egypte, l'Arabie Saoudite et la République Arabe Syrienne étaient sur le point de parvenir à la parité des genres dans la scolarisation secondaire en 2000/01 avec un IPG dans la fourchette 0.90-0.96 dans ces trois pays (cf. tableau 3.8). Les filles ayant un plus grand accès à l'éducation secondaire que leurs homologues masculins en Algérie, Bahreïn, Koweït, Oman, Palestine, Tunisie et Emirats Arabes Unis, où l'IPG a fluctué entre 1.02 et 1.13. Le plus grand écart en faveur des hommes dans l'éducation secondaire dans la région arabe en 2000/01 a été enregistré à Djibouti où l'IPG a enregistré un faible 0.64.

¹⁶ Ibid.

Tableau 3.8. Index de la parité des genres pour les ratios nets de scolarisation dans l'éducation secondaire dans des pays arabes choisis en 2000/01^{a/}



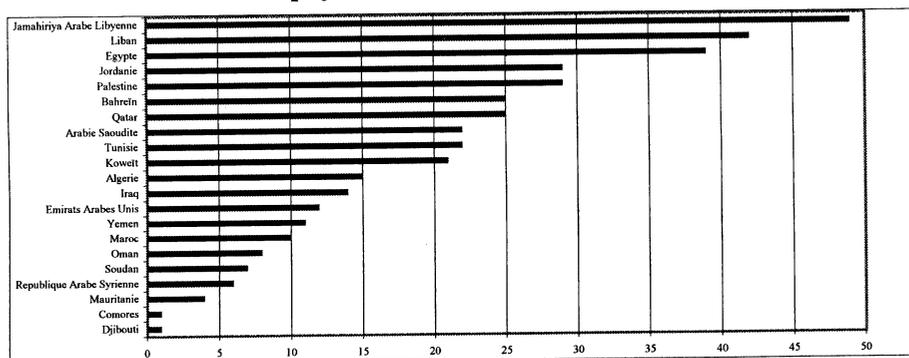
Source: Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

a/ Les données des pays correspondant aux années: l'Iraq, 1999/2000; la Jordanie, 1998/99; le Liban, 1998/99; le Maroc, 1999/2000; Qatar, 1998/99; et le Yémen, 1998/99.

L'éducation tertiaire

En 2000/01, le ratio brut de scolarisation dans l'éducation tertiaire dans les pays arabes a marqué une moyenne de 19.7 pour cent. Les ratios les plus élevés ont été observés au Liban et dans la Jamahiriya Arabe Libyenne avec des pourcentages respectifs de 42 et 49 pour cent. Inversement, les ratios les plus faibles ont été enregistrés à Djibouti et en Mauritanie avec 1 et 4 pour cent (cf. tableau 3.9).

Tableau 3.9. Ratios nets de scolarisation dans l'éducation tertiaire dans des pays arabes choisis en 2000/01^{a/}



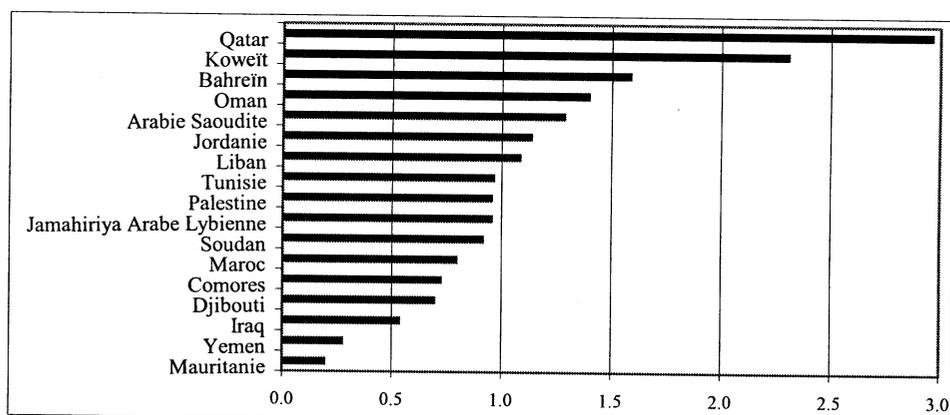
Source: Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

a/ Les données des pays correspondant aux années: Algérie, 1998/99; Comores, 1999/00; Egypte, 1998/99; Iraq, 1999/2000; la Jordanie, 1999/00; Koweït, 1998/99; Arabie Saoudite, 1999/2000; Soudan, 1998/99; République Arabe Syrienne, 1998/00; Emirats Arabes Unis, 1998/99 et Yémen, 1998/99.

L'écart des genres dans l'éducation tertiaire

En 2000/01, la scolarisation des femmes dans l'éducation tertiaire a dépassé celle des hommes dans trois pays, nommément: le Liban avec 44 pour cent par rapport à 40 pour cent des hommes; Oman avec 10 pour cent par rapport à 7 pour cent des hommes; et Qatar avec 38 pour cent par rapport à 13 pour cent des hommes. Dans ce contexte, l'IPG des ratios brut de scolarisation dans l'éducation tertiaire a dépassé 1.0 au Liban et à Oman. Il a atteint 2.97 à Qatar (cf. tableau 3.10). Le taux de scolarisation des femmes, relativement plus élevé dans l'éducation tertiaire dans ces pays peut être, en partie, attribué à la pratique commune de garder les filles sur place, alors que les garçons sont envoyés à l'étranger afin de poursuivre leurs études supérieures. L'IPG dans la Jamahiriya Arabe Libyenne et en Palestine a marqué 0.96, indiquant des ratios bruts de scolarisation presque égaux dans l'éducation tertiaire des hommes et des femmes. Par ailleurs, un accès égal a été réalisé en Tunisie où l'IPG a marqué 1. Inversement, l'IPG a été estimé à un faible taux de 0.20 en Mauritanie, impliquant une grande inégalité en faveur des hommes.

Tableau 3.10. Index de la parité des genres pour les ratios bruts de scolarisation dans l'éducation tertiaire dans des pays arabes choisis en 2000/01^{a/}



Source: Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

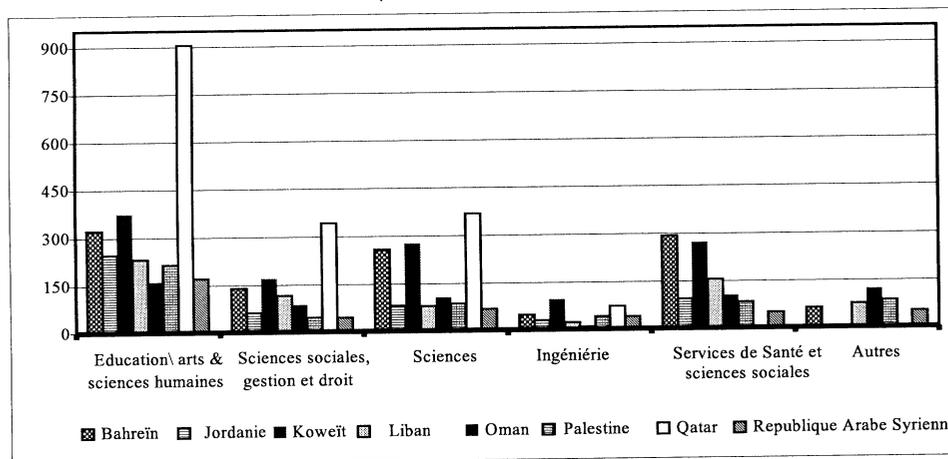
^{a/} Les données des pays correspondant aux années: Bahreïn, 1998/99; Comores, 1999/00; Iraq, 1999/2000; la Jordanie, 1999/00; Koweït, 1998/99; Arabie Saoudite, 1999/2000; Soudan, 1998/99; et Yémen, 1998/99.

Domaine d'étude

Au niveau tertiaire, les femmes et les hommes tendent à s'enrôler dans différents domaines d'études. En 2000/01, la majorité des femmes universitaires

étaient enrôlées dans les domaines de l'éducation, les arts et les sciences humaines; relativement moins de femmes poursuivaient des études d'ingénierie et autres sciences (cf. tableau 3.11).

Tableau 3.11. Nombre d'étudiantes universitaires par domaine d'étude dans des pays arabes choisis en 2000/01 (sur 100 mâles)



Source: Sets de Données des Statistiques Sociales de la CESAO et Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

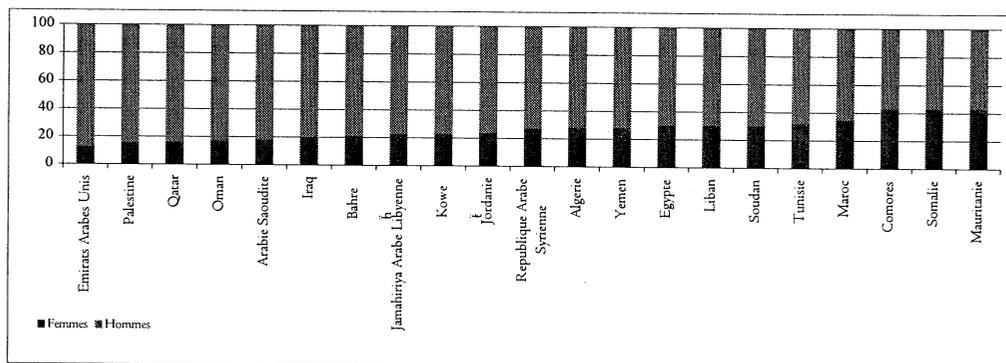
4. Les femmes et l'activité économique

En 2001, La participation des femmes à l'économie mondiale a été estimée à 55.2 pour cent; les taux correspondants en Asie de l'Est et dans la région du Pacifique ont marqué 70 pour cent, l'Asie du Sud 43.6 pour cent et l'Amérique Latine et les Caraïbes 42 pour cent.¹⁷ Par un contraste frappant, un modeste taux de 29 pour cent de femmes arabes a participé aux économies nationales de la région arabe.

Le tableau 4.1 montre clairement qu'en 2000 la plus petite fraction de femmes de la force de travail a largement prévalu dans les pays dont le revenu est supérieur à la région arabe, notamment Bahreïn avec un taux de 21 pour cent; Koweït avec 23 pour cent; Oman avec 17 pour cent; Qatar avec 16 pour cent; l'Arabie Saoudite avec 18 pour cent; les Emirats Arabes Unis avec 13 pour cent. Inversement les femmes ont constitué 43 pour cent de la force de travail dans chacun des pays arabes les moins développés: les Comores, la Mauritanie, et la Somalie.

¹⁷ PNUD, *Rapport de Développement Humain 2003* (Oxford University Press, 2003), p. 325.

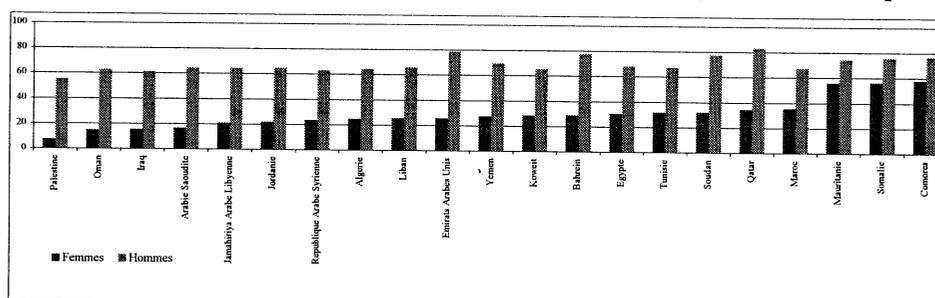
Tableau 4.1. Proportion de femmes et d'hommes dans la force de travail dans des pays arabes choisis en 2000
(Pourcentages)



Source: ILO, Base de données des statistiques sur le travail (LABORSTA) disponible sur le site: Laborsta.ilo.org/cgi-bin/brokerv8.exe.

Le tableau 4.2 illustre les taux d'activité économique des femmes et des hommes en 2000. Dans les pays du CCG le taux d'activité économique des femmes est plus précisément un reflet de la proportion de travailleuses et d'émigrées dans la région du golf plutôt qu'une mesure des ressortissantes nationales économiquement actives dans ces pays. Par contraste, la plus grande activité économique des femmes dans les économies de services ou les économies reposant sur l'agriculture, à l'extérieur des pays des CCG, peut être attribuée à un nombre de facteurs, y compris le coût de vie relativement plus élevé de ces pays. Par conséquent, deux revenus par ménage seraient nécessaires, fournissant une motivation supplémentaire aux femmes pour adhérer à la force de travail et une perception commune que les femmes conviennent au travail dans les secteurs des services et de l'agriculture.

Tableau 4.2. Taux de l'activité économique des femmes et des hommes dans des pays arabes choisies en 2000
(Pourcentage de la population active dans la tranche d'âge de 15 ans et plus)

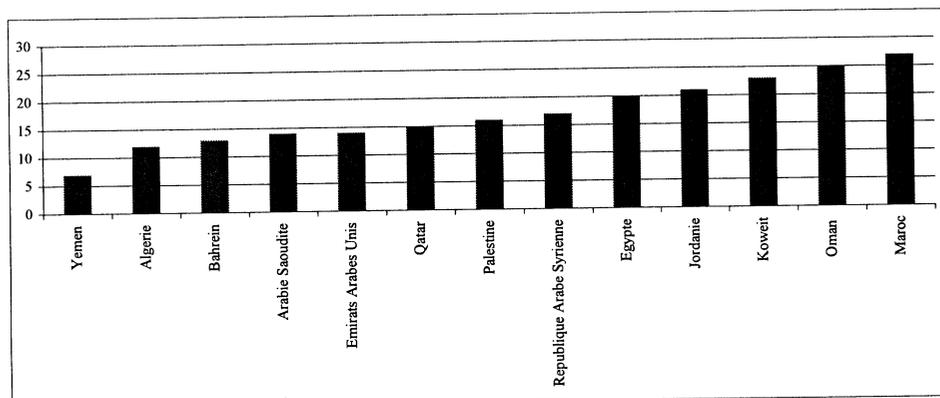


Source: ILO, Base de données des statistiques sur le travail (LABORSTA) disponible sur le site: Laborsta.ilo.org/cgi-bin/brokerv8.exe.

L'emploi rémunéré des femmes dans les secteurs non agricoles

En 2001, les femmes au Yémen formaient le plus petit segment de l'emploi salarié non agricole dans la région arabe avec un pourcentage estimé à 7 pour cent par rapport à la tranche 20-27 pour cent de l'Égypte, la Jordanie, Koweït, le Maroc et Oman (cf. tableau 4.3).¹⁸ Ces taux étaient largement inférieurs aux proportions correspondantes dans d'autres pays en voie de développement, y compris la Namibie avec 49 pour cent, le Brésil avec 46 pour cent et la Chine avec 39 pour cent.¹⁹

Tableau 4.3. Proportion des femmes dans l'emploi salarié non agricole dans des pays arabes choisis en 2001 (Pourcentages)



Source: PNUD, *Rapport de Développement Humain 2003* (Oxford University Press, 2003), p. 203.

Secteur économique et groupe occupationnel

Le tableau 4.4 illustre la distribution de femmes et d'hommes travaillant dans les secteurs agricoles, industriels et de services, dans des pays arabes choisis pour la dernière année disponible de la période 1990-2001. À un niveau régional, la plupart des femmes arabes ont travaillé dans le secteur des services, en particulier dans les pays du CCG, en raison de l'absence du secteur agricole dans la région du golfe. Des exceptions ont été relevées en Algérie, dans la République Arabe Syrienne et au Yémen où la majorité des femmes dans ces pays—avec des taux respectifs de 57.2,

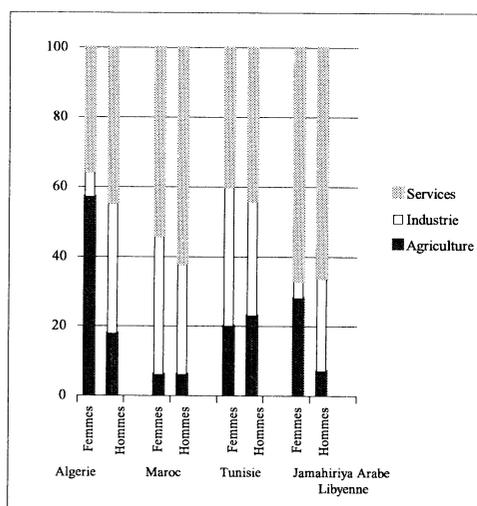
¹⁸ Les données de cet indicateur n'étaient pas disponibles pour les pays suivants: Comores, Djibouti, Iraq, Liban, Jamahiriya arabe Libyenne, Somalie, Soudan et Tunisie. Les données pour tous les autres pays arabes sont basées sur les informations du PNUD, *Rapport de Développement Humain 2003* (Oxford University Press, 2003), p. 203.

¹⁹ Ibid., pp. 203-206.

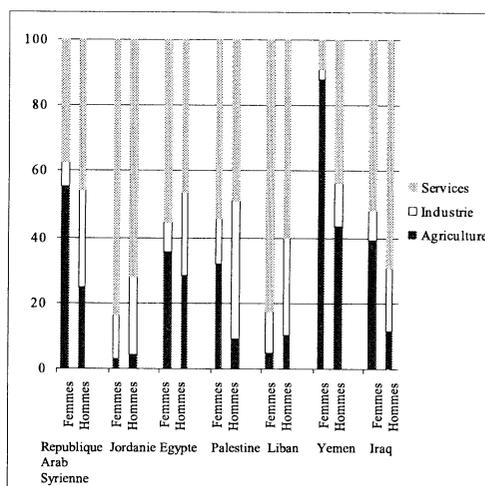
55.4 et 87.8 pour cent—ont travaillé dans le secteur de l’agriculture, par rapport aux taux correspondants et respectifs chez les hommes de 17.8, 25 et 43.1 pour cent. Par ailleurs, au Qatar, 98.1 pour cent des femmes actives étaient employées dans le secteur industriel, par rapport à 38 pour cent des hommes. Outre Qatar, le pourcentage de femmes travaillant dans l’industrie a atteint des nombres à deux chiffres au Bahreïn avec 32.4 pour cent par rapport à 57 pour cent des hommes; en Jordanie ce pourcentage a atteint 13.2 pour cent, par rapport à 23.3 des hommes; au Liban le pourcentage est de 12.4 pour cent par rapport à 29.5 pour cent des hommes; en Palestine le pourcentage est à 13.7 pour cent par rapport à 41.8 pour cent des hommes; et aux Emirats Arabes Unis le pourcentage est de 13.8 pour cent, par rapport à 36.1 pour cent des hommes.²⁰

Tableau 4.4. Distribution des travailleuses et travailleurs par secteur économique dans des pays arabes choisis en 1990-2001^{a/}
(Pourcentages)

A. Pays Arabes hors CESA0

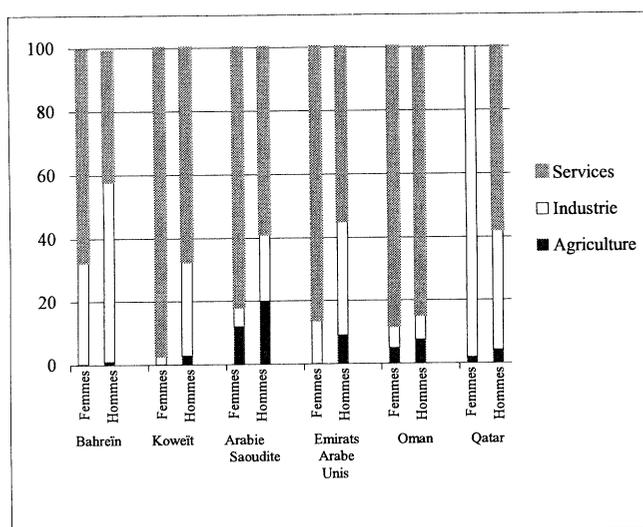


B. Pays Membres de la CESA0 hors CCG



²⁰ Les données des pays correspondent aux dernières années disponibles comme suit: Algérie, 1990; Bahreïn, 1994; Jordanie, 2001; Liban, 1997; Palestine, 1999, République Arabe Syrienne, 2001; Qatar, 1997; Emirats Arabes Unis, 1995 et Yémen, 1999.

C. Pays Membres de la CESAO au sein du GCC



Source: ILO, Base de données des statistiques sur le travail (LABORSTA) disponible sur le site: Laborsta.ilo.org/cgi-bin/brokerv8.exe.

a/ Les données des pays correspondant aux années: Algérie, 1990; Bahreïn, 1994; Egypte, 1998; Iraq, 1990; Jordanie, 2001; Koweït, 1995; Jamahiriya Arabe Libyenne, 1990; Oman, 1996; Palestine, 1999; Qatar, 1997; Maroc, 1999; Arabie Saoudite, 1990; République Arabe Syrienne, 2001; Tunisie, 1994; Emirats Arabes Unis, 1995 et Yémen, 1999.

Dans les économies agricoles de la région arabe, la proportion de travailleurs mâles dans le secteur de l'agriculture dans le cadre du pourcentage par rapport au nombre total de la force mâle de travail a été inférieure au ratio correspondant des femmes dans le même secteur et sur l'ensemble de la force féminine de travail. Ce phénomène a été particulièrement évident au Yémen où environ 88 pour cent des femmes économiquement actives ont travaillé dans le secteur de l'agriculture par rapport à quelque 44 pour cent des hommes; dans la République Arabe Syrienne, où les ratios respectifs ont enregistré 55 pour cent, par rapport à un modeste 25 pour cent des hommes.

Chômage des adultes et des jeunes

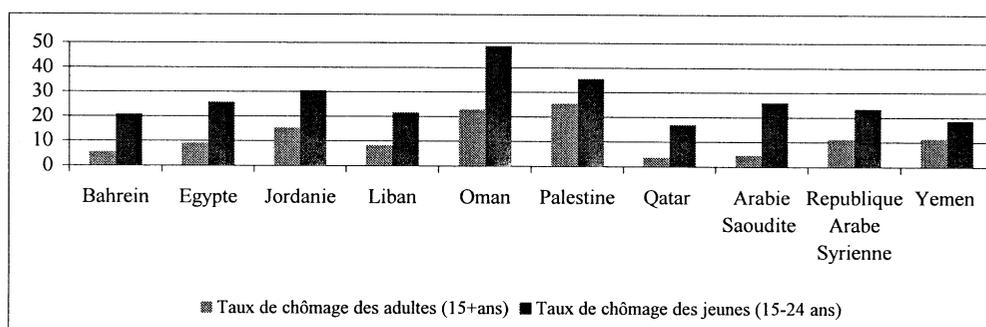
Le taux de chômage des adultes est l'un des indicateurs le plus souvent utilisé afin d'évaluer la conjoncture économique.²¹ En moyenne, 17.1 pour cent des femmes arabes et 10.6 pour cent des hommes arabes étaient au chômage en 2001 (cf. tableau

²¹ Les taux de chômage dans divers pays arabes ne sont pas totalement corrélatifs, vues les différences intra régionales en terme de mesure des instruments, des sources, des cadres conceptuels et de la couverture.

4.5).²² Ces chiffres sont relativement élevés par rapport aux moyennes mondiales des taux de chômage en 1995, qui ont été estimées à 5.9 pour cent pour les femmes et 4.7 pour cent pour les hommes.²³

En général, le taux de chômage tend à être relativement plus élevé chez les femmes par rapport aux hommes. Ceci peut être partiellement attribué aux taux plus élevés d'entrées et de sorties des femmes dans la force de travail. Deux principaux facteurs sont à l'origine de ce phénomène: des raisons d'ordre familial obligeant la femme à chercher un travail temporaire ou intermittent et la restriction des opportunités d'emploi due à un niveau d'éducation inférieur ou au manque de formation requise pour certains emplois.²⁴

Tableau 4.5. Taux de chômage des adultes et des jeunes dans des pays arabes choisis en 2001^{a/}



Source: ILO, Base de données des statistiques sur le travail (LABORSTA) disponible sur le site: Laborsta.ilo.org/cgi-bin/brokerv8.exe.

^{a/} Les données relatives au chômage au Liban et au Yémen correspondent respectivement aux années 1997 et 1999.

De même, le taux de chômage des jeunes constitue un autre indicateur important mesurant la conjoncture économique de la population âgée entre 15 et 24

²² Cette moyenne a été calculée pour les pays dont les données sur le chômage couvrant la période 1996-2001 étaient disponibles; nommément Bahreïn, Egypte, Jordanie, Liban, Oman, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, République Arabe Syrienne et Yémen. Les données des pays correspondent à 2001, à l'exception du Liban et du Yémen où les données sur le chômage correspondent respectivement aux années 1997 et 1999.

²³ Mehran, F. "Estimation of World and regional unemployment" (Bureau des Statistiques, ILO, 1999), p. 8. Disponible sur le site: www.ilo.org/public/english/bureau/stat/download/articles/1999-4.pdf.

²⁴ ILO, "Unemployment, underemployment and inactivity indicators", *Key indicators of the Labor Market* (ILO, Geneva, 2003).

ans. En 2001, 35.3 pour cent des femmes arabes dans cette tranche d'âge étaient au chômage, par rapport à 24.5 pour cent d'hommes arabes dans la même tranche d'âge.²⁵ Ces taux étaient supérieurs à ceux qui prédominent dans d'autres régions, y compris l'Afrique Sub-Saharienne, où le taux de chômage des jeunes a été estimé à 11.9 pour cent en 1999.²⁶

Le tableau 4.5 montre clairement que le taux de chômage des jeunes dans la région arabe était supérieur au taux de chômage des adultes, s'élevant à plus du double du taux des adultes dans certains pays. Ce qui implique que le taux de chômage des jeunes n'est point spécifique aux jeunes mais constitue plutôt un facteur de la conjoncture économique prédominante.²⁷

Faible taux d'activité économique et chômage des femmes arabes

Alors que les femmes arabes ont réalisé des acquis significatifs en matière d'éducation, dont le résultat s'est traduit par une nette amélioration des talents et du savoir requis pour renforcer leur pouvoir concurrentiel dans le marché du travail, leur taux d'activité économique demeure le plus bas du monde. En outre, elles sont plus exposées au chômage que les hommes. Ce phénomène peut être attribué aux divers facteurs socio économiques, y compris, entre autres, les facteurs suivants: (a) le déclin de la croissance économique dans la région arabe depuis les années 80, qui s'est traduit par un ralentissement des marchés du travail et une baisse des opportunités d'emploi;²⁸ (b) les changements dans les marchés mondiaux qui ont rendu obsolètes les modèles de croissance fondés sur la substitution des importations et l'intervention de l'Etat; (c) les perceptions sociales et traditionnelles prévalentes considèrent l'homme comme le seul pourvoyeur ou le plus adapté à effectuer certains travaux, ce qui désavantage significativement les demandeuses d'emplois; et (d) la répugnance

²⁵ Cette moyenne a été calculée pour les pays ayant des données disponibles sur le chômage couvrant la période 1996-2001, notamment Bahreïn, Egypte, Jordanie, Liban, Oman, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, République Arabe Syrienne et Yémen. Les données sur les pays correspondent à l'année 2001, à l'exception du Liban et du Yémen, où les données sur le chômage correspondent respectivement aux années 1997 et 1999.

²⁶ La Division des Statistiques des Nations Unies: Base de Données des Indicateurs du Millénaire. Tendances Mondiales et Régionales, disponibles sur le site: http://milleniumindicators.un.org/unsd/mi/mi_worldregn.asp.

²⁷ Selon ILO, en cas de parité du ratio des deux taux de chômage, le problème du chômage n'est plus spécifique aux jeunes et constitue entièrement un facteur de la conjoncture économique prédominante. ILO, "Unemployment, underemployment and inactivity indicators", *Key indicators of the Labor Market* (ILO, Geneva, 2003).

²⁸ Le Groupe de la Banque Mondiale, "Overview: Creating 100 Million Jobs for a Fast-Growing Work Force", *Unlocking the employment Potential of the Middle East and North Africa: Towards a New Social Contract* (The World Bank Group, September, 2003). L'étude est disponible sur le site: [www.inweb18.worldbank.org/mna/mena.nsf/Attachments/EmploymentOverview/\\$File/Employment-overview.pdf](http://www.inweb18.worldbank.org/mna/mena.nsf/Attachments/EmploymentOverview/$File/Employment-overview.pdf).

des employeurs à recruter des femmes, en raison des charges et privilèges supplémentaires dont elles jouissent comme le congé de maternité. En plus de leur rôle traditionnel d'entretien du foyer, particulièrement accentué dans la société arabe, ces obstacles ont persuadé nombre de femmes à quitter la force de travail. Toutefois, la participation des femmes à la force de travail a été paradoxalement facilitée par le déclin économique. Nombre de familles et d'épouses conservatrices ont été obligées d'accepter la notion de femme active afin de répondre aux besoins du foyer nécessitant avec deux revenus.

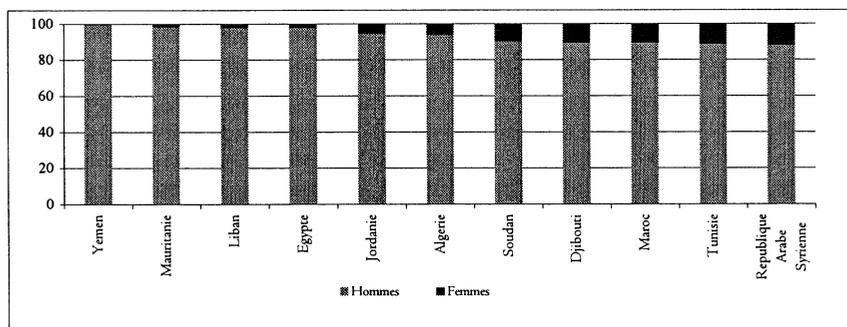
5. Les femmes et la participation politique

La participation politique des femmes dans la région arabe demeure réduite. La majorité des pays arabes ayant accordé aux femmes le droit de voter et de se présenter aux élections, avec l'exception marquante du Koweït.²⁹

Les femmes aux parlements

En novembre 2003, la proportion de sièges occupés par des femmes arabes dans les parlements nationaux a été de 5.8 pour cent. Ce pourcentage est inférieur aux proportions correspondantes enregistrées en Asie (14.5), en Afrique Sub-Saharienne (15.1) pour cent, et dans la région du Pacifique avec 10.9 pour cent.³⁰

Tableau 5.1. Distribution des femmes et des hommes au sein des parlements nationaux dans des pays arabes choisis en 2003
(Pourcentages)



Source: Union Inter Parlementaire, "Les femmes dans les parlements nationaux – situation à partir du 30 novembre 2003", disponible sur le site: www.ipu.org/wmn-e/classif.htm.

²⁹ Des efforts antérieurs, visant à accorder aux femmes le droit de voter et de se porter candidates aux postes publics au Koweït, ont été contrés par deux votes en 1999. En 2003, un amendement a été élaboré afin d'accorder aux femmes koweïtiennes ces droits. Le projet de loi demeure tributaire d'une ratification du parlement.

³⁰ Union Inter Parlementaire, "Les femmes dans les parlements nationaux- situation à partir du 30 novembre 2003", disponible sur le site: www.ipu.org/wmn-e/world.htm.

Sur un plan national, la représentation la plus élevée de femmes au sein d'un parlement a été observée dans la République Arabe Syrienne, avec 12 pour cent, suivie de la Tunisie, avec 11.5 pour cent (cf. tableau 5.1). Par contraste les niveaux les plus bas ont été observés en Mauritanie, avec 1.7 pour cent, au Yémen, avec 0.3 pour cent et au Bahreïn et Emirats Arabes Unis où les parlements nationaux sont entièrement composés d'hommes.

6. Conclusions

Des acquis importants ont été réalisés dans les domaines de la santé et de l'éducation selon l'évaluation des divers indicateurs, y compris l'espérance de vie, la santé maternelle, les taux de fertilité de personnes qui savent lire et écrire et le niveau de l'éducation. Toutefois, en dépit de ces acquis, les femmes arabes continuent à avoir du retard sur les hommes arabes et les femmes dans d'autres pays en voie de développement, en particulier en matière de renforcement du pouvoir d'action économique et politique.

Population

Le taux de croissance annuelle de la population est estimé à 2.4 pour cent, ce qui se traduit par une population qui croît de quelque 7 millions de personnes par an. Par conséquent, il est un besoin urgent de formuler des stratégies saines afin d'accommoder cette population croissante et de fournir les services de santé adaptés, des programmes éducatifs appropriés et des opportunités de travail décentes.

Santé

En moyenne, les femmes arabes mènent une vie plus saine et jouissent d'une espérance de vie plus élevée à la naissance, estimée à 68.5 ans pour la région. Cependant, il est des disparités intra régionales marquantes, notamment en matière de pourcentage de naissances supervisées par un personnel de santé qualifié. En 2001, ce pourcentage approchait 100 pour cent à Bahreïn, Koweït, Liban, Qatar et Emirats Arabes Unis, alors qu'il était à moins de 50 pour cent au Maroc et au Yémen.

Education

Les taux d'adultes et de jeunes qui savent lire et écrire ont augmenté pour les hommes comme pour les femmes. Toutefois, en 2003, quelque 44 millions de femmes adultes arabes étaient analphabètes. De même, pour un total de 13 millions de jeunes analphabètes, représentant 22 pour cent de la population jeune, 8.5 millions étaient des femmes.

Les disparités du genre se sont retrouvées à tous les niveaux de l'éducation. Dans le contexte de l'éducation primaire, les taux nets de scolarisation approchant les 100 pour cent ont été observés dans un nombre très modeste de pays en 2000/01,

nommément Bahreïn, Egypte et Tunisie. Le plus inquiétant réside dans le fait qu'à un niveau régional, quelque 7.4 millions d'enfants étaient hors de l'école en 2000, dont 4.4 étaient des filles. Au niveau secondaire, le taux net de scolarisation pour les femmes en 2000/01 était de 51.7 pour cent, par rapport à 56.4 pour cent pour les hommes. Au cours de la même année académique, 17.8 pour cent des femmes et 21.6 pour cent des hommes étaient inscrits dans l'éducation tertiaire. Dans certains pays, le nombre de femmes inscrites dans l'éducation tertiaire était relativement supérieur à celui de leurs homologues masculins, ce qui a été, en partie, attribué à la pratique commune de garder les filles en place alors que les garçons étaient envoyés à l'étranger afin de suivre leurs études supérieures à l'extérieur de la région arabe.³¹

Activité économique

Le taux d'activité économique des femmes arabes demeure inférieur à celui des femmes dans d'autres régions du monde. En 2000, les femmes arabes ont constitué un faible taux de 29 pour cent de la force de travail régionale; elles étaient plus exposées au chômage que les hommes. En outre, en 2001, le taux de chômage des femmes a été estimé à 17.1 pour cent en comparaison avec celui des hommes, comptant 10.6 pour cent.

Participation politique

A un niveau régional, les femmes ont occupé un très modeste 5.8 pour cent des sièges parlementaires en 2003. Cette faible représentation au sein de la structure politique de la région, est incompatible avec les niveaux d'éducation élevés des femmes ou leur capacité à servir comme leaders de la société.

7. Stratégies futures pour consolider la parité des genres

En dépit de l'amélioration générale de la condition de la femme arabe, nombre d'écarts fondamentaux persistent encore. Il est particulièrement nécessaire que les gouvernements concentrent leurs efforts dans le sens de la promotion de la parité des genres et du renforcement du pouvoir d'action des femmes, considérant ces deux questions comme éléments principaux du processus de développement. Dans ce contexte, un effort collectif et coordonné devrait être déployé afin d'instaurer la parité des genres par le biais des diverses stratégies appropriées sus mentionnées.

Mobiliser le soutien politique

Les responsables de l'élaboration des politiques et de la prise de décision jouent un rôle central dans le remodelage des structures légales et institutionnelles susceptibles de faciliter ou d'entraver la parité des genres. Par conséquent, la double quête visant à instaurer la parité des genres et le renforcement du pouvoir d'action des

³¹ Base de Données de l'Institut de l'UNESCO pour les Statistiques (IUS).

femmes ne saurait aboutir en l'absence d'une volonté politique solide, cette action peut être consolidée par la mobilisation et les programmes de sensibilisation au niveau de ces deux questions déterminantes.

Sensibiliser à travers les médias

Les médias dans la région arabe peuvent, jouer un rôle vital dans la promotion de la parité des genres, et ce, à travers la conception d'images positives de la femme qui contribuent au renforcement de son pouvoir d'action et la présentation des femmes dans des rôles non stéréotypés, par rapport aux hommes. En outre, les médias peuvent assister dans l'instauration de la parité des genres en abordant des questions qui portent à controverse, notamment la violence et les crimes commis contre les femmes au nom de l'honneur, les soi-disant "crimes d'honneur", qui constituent une violation flagrante des droits de l'homme, et ce, sur la base des traditions et cultures archaïques et injustes.

Améliorer les systèmes législatifs

Il est impératif d'améliorer les systèmes législatifs en éliminant les obstacles qui entravent l'instauration de la parité des genres et en réformant les lois discriminatoires défavorisant les femmes. Dans ce contexte, la réforme législative est nécessaire dans les domaines suivants: (a) les lois relatives au statut personnel en matière de mariage, de divorce, d'héritage et de pension alimentaire pour les enfants; et (b) les lois qui règlent le marché du travail, créant un meilleur et égal accès aux opportunités de travail et éradiquant la discrimination actuelle en terme de statut occupationnel, salaires et allocations échues des politiques fiscales ou de l'emploi.

Réviser les cursus éducatifs

Les cursus éducatifs scolaires devraient être révisés de manière à faciliter l'intégration des filles et des garçons dans des rôles plus équitables, susceptibles de renforcer davantage leur pouvoir d'action et d'éradiquer les stéréotypes traditionnels des femmes à titre de femmes au foyer et des hommes à titre de pourvoyeurs du foyer. En outre, ces révisions devraient être effectuées de manière à ce que les systèmes éducatifs perfectionnés accordent, tant aux hommes qu'aux femmes, le savoir et les compétences nécessaires pour renforcer leur pouvoir concurrentiel dans le marché du travail.

De plus, il est nécessaire de renforcer les efforts visant à accorder aux femmes des opportunités égales d'accès à la formation professionnelle et technique.

Créer des opportunités de travail et étendre la force de travail

Selon un rapport récent diffusé par la Banque Mondiale, vu que le taux actuel de chômage dans la région arabe représente environ 15 pour cent, "l'objectif plus

ambitieux d'absorber les chômeurs, en plus des nouveaux entrants, implique la nécessité de créer quelque 100 millions d'emplois vers 2020".³² Les femmes sont bien plus exposées au chômage que les hommes en raison de la carence des opportunités économiques dans les pays arabes, des perceptions sociales et traditionnelles prévalentes qui les figent dans l'image de femmes au foyer et de la réticence des employeurs à embaucher des femmes en raison des droits supplémentaires accordés aux femmes, comme le congé de maternité.

Instaurer la paix et gouverner par la démocratie

Les conflits de la région arabe, en particulier la persévérance de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et la présence de troupes étrangères en Iraq, ont créé des conditions de vie instables, peu saines et risquées pour une grande partie de la population régionale. Le processus visant à instaurer la paix et à réédifier les sociétés civiles conformément aux lignes démocratiques devraient inclure tant les femmes que les hommes. Les femmes arabes devraient s'engager plus activement dans la vie publique à travers des canaux formels et informels, devenant par conséquent leur propre agent de changement.

Le gouvernement démocratique est réalisé quand les femmes et les hommes deviennent capables d'influencer le calendrier politique à pied d'égalité. Dans ce contexte, la parité des genres est l'un des piliers du gouvernement démocratique, vu qu'il vise à satisfaire les besoins tant des femmes que des hommes et à garantir les droits de tous les citoyens.

Développer de meilleurs outils de mesure

De nouvelles méthodes pour mesurer la participation des femmes aux économies nationales et à la société civile sont nécessaires afin de parvenir à une image exacte de leur condition, en vue d'évaluer le progrès et de déterminer les défis. A titre d'exemple, les sondages de l'usage du temps et les méthodes perfectionnées de collecte de données concernant le secteur informel, s'avèrent être impérativement nécessaires. Les statistiques issues des recensements, des sondages et des registres administratifs devraient être périodiques, exacts et étroitement liés à la politique afin qu'ils puissent servir d'outils effectifs de sensibilisation pour mobiliser le soutien politique, ainsi que de base factuelle pour élaborer la politique et l'analyse.

³² Le groupe de la Banque mondiale, "Overview: Creating 100 Million Jobs for a Fast-Growing Work Force", *Unlocking the Employment Potential of the Middle East and Africa: Toward a New Social Contract*, (The World Bank Group, September 2003). Le compte-rendu est disponible sur le site: [www.Inweb18.worldbank.org/mna.ns/attachments/EmploymentOverview/\\$File/Employment-overview.pdf](http://www.Inweb18.worldbank.org/mna.ns/attachments/EmploymentOverview/$File/Employment-overview.pdf).
